N° 3

SUPPLÉMENT SPÉCIAL AU N° 475 DE « L'EXPRESS » DU 21 JUILLET 1960.

LETTRE D'INFORMATION

INDEX

● RAPPORT ELY.
● LES PROJETS F.L.N.
● WASHINGTON-CASTRO.
● PLAN KENNEDY.

NOTES. — *Une réponse de de Gaulle* ● *L'orientation de M. Duchet* ● *Un bureau Soustelle-Bourgès-Lacoste* ● *Un voyage de M. Delbecque* ● *La rencontre de Gaulle-Coty.*

LE GÉNÉRAL ELY EXPOSE, A SON RETOUR D'ALGERIE, L'ÉTAT D'ESPRIT DE L'ARMÉE

« *Il est vrai qu'il y avait des officiers partisans d'un putsch à Paris contre le gouvernement pour empêcher l'évolution de la politique algérienne du général de Gaulle, mais cette tendance ne représente plus rien dans l'armée.* » Ce propos, tenu en privé par le général Ely, souligne l'évolution politique de l'armée telle que le chef de l'état-major général l'a décrite au retour de son voyage d'inspection en Algérie, au cours duquel il a pris contact avec des officiers de toutes tendances.

Le général Ely a fait l'exposé suivant de la situation nouvelle :

A. Après les événements de janvier, la mutation de la plupart des officiers connus pour leurs attaches avec les organisations politiques de la minorité européenne a privé l'armée d'une grande partie de ses moyens d'action et de liaison et, en même temps, lui a montré le danger d'une rupture avec la métropole.

B. Au moment des pourparlers de Melun, on a parfaitement vu, dans l'armée, que toute l'opinion publique française était massivement favorable à la négociation et à la paix.

C. En conséquence, les groupes d'officiers les plus engagés en faveur de l'Algérie française savent qu'ils doivent porter à nouveau tous leurs efforts sur l'organisation et la résistance de la minorité européenne d'Algérie. Quelle peut être, alors, la stratégie d'une opposition ouverte à la politique gaulliste en cas de réussite des négociations franco-algériennes ?

1° C'est à la minorité européenne qu'il incomberait de s'opposer par la force aux résultats d'une négociation entre Paris et le F.L.N. Il existe suffisamment d'Européens armés pour que cette opposition puisse prendre la forme d'une révolte générale. Celle-ci aboutirait immédiatement au contrôle d'une partie du territoire algérien par la rébellion européenne ;

2° Le seul objectif proclamé par les Européens serait leur volonté de rester Français. L'armée pourrait alors invoquer des raisons de « morale nationale » pour refuser d'intervenir contre eux. Elle se fixerait une seule tâche : empêcher un conflit entre Musulmans et Européens. On aboutirait ainsi au résultat prévu à l'avance : le partage du pays ;

3° Cette solution est dès maintenant considérée par les officiers activistes comme la seule qui leur permette d'éviter les deux risques les plus graves pour eux : l'évacuation totale de l'Algérie et la rupture entre l'armée et l'ensemble du pays ;

4° Déjà, des contacts ont été pris entre des officiers et des représentants des sociétés pétrolières et des administrations françaises directement intéressées à l'exploitation du Sahara. Les éléments « politiques » de l'armée veulent prouver aux représentants des intérêts pétroliers, français et étrangers, que leur seule garantie sérieuse réside dans le contrôle direct de l'accès au Sahara par la France, c'est-à-dire, pratiquement, par l'armée française. Aucune confiance ne pourrait être faite à des autorités algériennes plus ou moins gagnées par des « tentations révolutionnaires », expliquent les militaires ;

5° Le partage de l'Algérie a fait l'objet de conversations entre officiers activistes et personnalités politiques favorables à « l'Algérie française ». Aucune de celles-ci n'a encore accepté de se prononcer ouvertement en faveur du partage, mais la plupart admettent que c'est maintenant la meilleure solution à laquelle on puisse parvenir.

Conclusions du général Ely :

a) Il n'y a pas dans l'armée de partisans sérieux d'un coup d'Etat militaire contre Paris ;

b) La plupart des officiers sont hostiles à une solution gaulliste d'association, car ils sont convaincus que ce serait à brève échéance l'indépendance de l'Algérie ;

c) La tendance « partitionniste » est maintenant la plus forte dans le corps des officiers.

LA REPONSE DU GENERAL DE GAULLE A MM. LAURIOL ET MARCAIS

M. LAURIOL et M. Marçais, députés d'Alger-banlieue, ont consulté le Cabinet du Général de Gaulle au moment où ils ont été pressentis par les dirigeants du nouveau « Front pour l'Algérie Française ». Ces deux députés ont bénéficié d'une intervention de l'Elysée auprès des autorités civiles et militaires de leur circonscription pour que leur élection soit « facilitée ». Depuis, ils ont toujours gardé des contacts réguliers avec le Président de la République et avec son entourage. Le « Front pour l'Algérie Française » ayant été constitué après le discours du 14 juin, et par opposition à toute évolution de la politique française risquant de conduire à l' « abandon » de l'Algérie, M. Lauriol et M. Marçais n'ont pas voulu y donner leur adhésion sans consulter au préalable l'Elysée.

Le Cabinet du Général de Gaulle, à leur étonnement, ne leur a pas déconseillé d'entrer au F.A.F. On leur a dit qu'étant partisans de l'Algérie Française, *« il était normal qu'ils adhèrent à un Mouvement qui vise à rassembler l'ensemble des Algériens, européens ou musulmans, de leur tendance »*. On a ajouté que le Gouvernement espérait seulement que le F.A.F. resterait toujours dans la plus stricte légalité ; on a conseillé aux deux députés d'user

de leur influence pour modérer constamment leurs amis, et pour éviter qu'ils ne cèdent à la tentation de se lancer dans la voie des aventures.

De toute façon, a-t-on dit à M. Lauriol et à M. Marçais, *« les partisans de l'Algérie Française constituent une des tendances qui sera consultée, après le « cessez-le-feu », sur les conditions de l'autodétermination »*.

Les deux députés d'Alger ont alors donné leur adhésion au « Front pour l'Algérie Française » ; depuis, ils demeurent en contact avec l'Elysée.

LES BAILLEURS DE FONDS DE M. DUCHET RECTIFIENT LE TIR

LA direction du Centre National des Indépendants — et son secrétaire général M. Roger Duchet lui-même — a été impressionnée par les réactions de l'opinion publique française telles qu'elles se sont manifestées durant les entretiens de Melun et pendant le voyage du général de Gaulle en Normandie. Indiscutablement, ces réactions marquent une évolution rapide de l'opinion vers une volonté de paix rapide en Algérie.

C'est la raison profonde qui explique la décision du Centre National des Indépendants interdisant à ses membres d'adhérer à un certain nombre d'organisations d'extrême droite, en particulier au Front National pour l'Algérie française, créé au début du mois, sur l'initiative de MM. François-Valentin, Le Pen, Tixier-Vignancour, de Lacoste-Lareymondie, avec la participation de MM. Frédéric-Dupont et Bernard Lafay.

M. Roger Duchet avait aussi des raisons plus précises de donner un tour plus prudent à la politique de son parti en matière algérienne, et d'amorcer une rupture avec l'extrême droite. Depuis quelques années, en effet, l'un de ses collaborateurs, M. Goussault — frère du colonel Goussault qui joua un rôle dans les événements du 13 mai 1958 — assurait une liaison directe entre le Centre des Indépendants et un groupe d'Européens d'Algérie principalement composé de grands propriétaires fonciers de la Mitidja.

Ces derniers accordaient une aide financière importante à M. Roger Duchet et veillaient en même temps à sa ligne politique sur la question d'Algérie. Le mois dernier, ils ont fait savoir à M. Duchet, par l'intermédiaire de M. Goussault, que leur position avait évolué. Ils semblent considérer désormais que « l'Algérie française » n'est plus une attitude politique viable. Ils estiment que ce serait une erreur de s'obstiner dans une politique qui n'a aucune chance d'aboutir. Ils pensent donc qu'il est temps de prendre des distances à l'égard des hommes et des groupes qui s'obstinent à défendre l'idée d'intégration.

M. Roger Duchet n'a pas l'intention de modifier complètement la politique du Centre des Indépendants sur l'Algérie. Mais il a tenu grand compte des recommandations qui lui sont faites. C'est le sens qu'il faut donner à l'interdiction prononcée, sur son initiative, aux membres du Centre National des Indépendants d'adhérer aux organisations d'extrême droite.

MM. SOUSTELLE, LACOSTE ET BOURGES-MAUNOURY CREENT UN « BUREAU ACTION »

DEPUIS le colloque de Vincennes, M. Soustelle, M. Bourgès-Maunoury et M. Robert Lacoste ont recherché les moyens de poursuivre leur action en commun.

Ils viennent de créer un « bureau action » commun. M. Soustelle y est représenté par M. Dominati, député du Xe arrondissement de Paris ; M. Bourgès-Maunoury par un ancien membre de son cabinet, M. Lyon ; et M. Robert Lacoste par M. Gorlin qui fut chargé de l'Information à Alger.

Le rôle de cet organisme officieux est, essentiellement, un rôle de contact, d'information et de liaison. Il s'agit d'assurer une liaison permanente avec tous les hauts fonctionnaires sur lesquels M. Soustelle, M. Bourgès-Maunoury et M. Lacoste peuvent compter. Ceux-ci sont particulièrement nombreux parmi les cadres du personnel du ministère de l'Intérieur que M. Bourgès-Maunoury a géré pendant longtemps.

Il s'agit aussi pour ce « bureau action » d'entretenir des relations directes avec les directeurs de journaux et les journalistes susceptibles de reprendre dans la presse les interprétations ou les directives qui leur seraient données par MM. Dominati, Lyon et Gorlin.

Une « antenne » de ce bureau est mise sur pied actuellement à Alger. Dans ce but, l'une des collaboratrices personnelles de M. Soustelle s'est rendue sur place au mois de juillet.

M. Soustelle s'est chargé du financement des activités entreprises par ses amis et par lui-même. A ce propos, une rencontre a été organisée, dans le courant de ce mois, entre lui et M. Spanel, l'industriel américain, disposant d'énormes moyens financiers, qu'une émission d'Europe N° 1 a popularisé en France, et qui publie régulièrement des articles de propagande sous forme de placards publicitaires.

LE RAPPORT REMIS A L'ELYSEE SUR LES NOUVELLES INTENTIONS DU F.L.N.

AU moment où les membres du G.P.R.A. discutaient à Tunis des conséquences de l'échec des entretiens de Melun, des observateurs officieux français se trouvaient dans la capitale tunisienne. Ils ont eu, avec les dirigeants du F.L.N., de nouveaux contacts. De retour à Paris, leur conclusion a fait l'objet d'un rapport qui a été adressé au général de Gaulle. Ce rapport prétend décrire exactement les intentions des dirigeants algériens à long terme et pour les prochains mois. Il aura sans doute une influence importante sur la conduite de la politique de l'Elysée en matière algérienne. En voici la teneur :

1° La grande majorité des membres du gouvernement algérien pensent que le général de Gaulle veut réellement rétablir la paix en Algérie. L'objectif du général, selon eux, est l'établissement d'un Etat algérien particulier qui ferait partie de la Communauté et aurait avec la France des rapports faisant l'objet d'accords précis. Ces accords s'inspireraient dans une certaine mesure de ceux conclus entre la France et le Mali mais seraient beaucoup plus étroits que ceux-ci en ce qui concerne le statut de la Communauté française, les relations économiques, les affaires étrangères.

2° Les dirigeants du F.L.N., dans leur majorité, sont favorables à une telle solution. Mais ils pensent que le général de Gaulle n'est pas à l'heure actuelle en mesure de l'imposer à la minorité européenne d'Algérie et surtout à l'armée qui, jusqu'à présent, y est profondément hostile.

Il y parviendra sans doute un jour, sous une triple pression : celle de l'action militaire du F.L.N. : c'est ce qui justifie les efforts actuels pour renforcer la puissance de l'A.L.N. avec l'aide financière et technique des pays de l'Est, en particulier de la Chine ; celle de l'opinion publique française : son réveil a beaucoup frappé les dirigeants algériens et a impressionné, selon eux, le général de Gaulle lui-même ; celle de l'opinion internationale : sur ce point les Algériens comptent sur les effets de la campagne qu'ils mèneront en préparation de la prochaine session de l'O.N.U. et, ultérieurement, sur une évolution de la politique suivie par l'administration américaine.

Il s'agit donc, pour le F.L.N., de mener sa lutte à la fois sur le plan militaire, diplomatique et « psychologique ». Il s'agit d'atteindre, par tous les moyens, les objectifs qu'il s'est fixés, mais sans rompre les contacts avec le gouvernement français.

3° La solution politique qui devra être adoptée pour l'Algérie pourrait — suivant l'opinion de la plupart des membres du G.P.R.A. — être trouvée au cours d'une « table ronde » avec les représentants des différentes tendances algériennes. Ainsi le point de vue du F.L.N. se rapprocherait-il de celui du général de Gaulle. La solution adoptée en commun serait soumise à la ratification du peuple algérien, plutôt que le choix entre les trois options de « l'autodétermination » définie le 16 septembre.

4° Mais cette hypothèse ne pourrait être retenue que si était remplie une condition essentielle : le maintien, sous une forme ou sous une autre, de l'armée du F.L.N. après le cessez-le-feu. Si cette condition n'était pas remplie, les dirigeants du F.L.N. estiment que, privés de leur force armée, les consultations entre les différentes tendances politiques d'Algérie seraient finalement défavorables à leur revendication fondamentale. Autrement dit, ils n'accepteraient le processus politique défini par le général de Gaulle que si les conditions du cessez-le-feu permettaient le maintien d'une fraction, au moins, de l'Armée de Libération Nationale : le F.L.N. serait alors dans une position suffisamment forte, en Algérie même, pour imposer l'essentiel de ses thèses.

5° Le G.P.R.A. n'ignore pas que l'état-major français s'oppose totalement à cette condition essentielle. Il s'agit donc pour lui d'en faire l'objet principal de la négociation future avec le gouvernement français. Les termes de cette négociation, réduits à l'essentiel, seraient les suivants : acceptation d'une « table ronde » des tendances politiques algériennes pour l'adoption du statut de l'Etat algérien en échange du maintien de l'A.L.N. après le cessez-le-feu.

6° Une première discussion à ce sujet pourrait avoir lieu — peut-être en septembre à la veille des prochaines sessions des Nations Unies — en marge d'une éventuelle deuxième mission qu'accomplirait M. Boumendjel en France. L'objectif de cette mission ne serait pourtant, officiellement, que de discuter à nouveau des conditions d'un voyage de M. Ferhat Abbas à Paris.

7° Encore faut-il que cette deuxième mission Boumendjel soit possible. Le général de Gaulle, estiment la plupart des membres du G.P.R.A., a intérêt à ce qu'elle ait lieu, ne serait-ce que pour passer le cap de la session de l'O.N.U., pour éviter une condamnation de la position française par les deux tiers de l'assemblée des Nations Unies. Il faudrait alors que le gouvernement français assouplît ses positions sur un ou deux points qui ont fait l'objet des discussions de Melun et à propos desquels il s'est montré totalement intransigeant.

Actuellement, les dirigeants du F.L.N. suggéreraient que l'assouplissement des positions françaises s'oriente dans deux directions :

— Il serait possible de parvenir à un accord sur un certain degré de « publicité » à accorder aux entretiens franco-algériens ; entre le « débat sur la place publique » et le secret absolu des discussions, il y a place pour certains compromis, tels que la publication d'un communiqué périodique commun, etc...

— La participation de M. Ben Bella à la négociation pourrait être consentie par la France, par exemple en modifiant son statut actuel ou en autorisant une liaison régulière entre les négociateurs du F.L.N. et le prisonnier de l'île d'Aix.

M. LÉON DELBECQUE PREND LA TEMPÉRATURE A ALGER

APRES plusieurs mois d'absence, M. Léon Delbecque est revenu à Alger au début de juillet. Son séjour a été très discret. Il avait décidé de ne descendre dans aucun hôtel. Mme Nouvion lui a offert l'hospitalité de sa villa à El Biar. Cette villa fut, avant le 13 mai 1958, le lieu de rencontre des « gaullistes ». C'est là que résidait « l'antenne de la Défense nationale » que M. Léon Delbecque, alors membre du cabinet de M. Chaban-Delmas, avait installée à Alger.

Une seule fois, durant son séjour, M. Léon Delbecque s'est rendu au restaurant « Le Cintra », où il a déjeuné en compagnie de M. Cathala, député de Toulouse, exclu comme lui de l'U.N.R., et d'un ancien président du comité de Salut public du 13 Mai, M. Jean L'Hostis, qui s'est retiré de l'activité politique depuis les événements de janvier.

La présence à Alger de M. Léon Delbecque a suscité quelques inquiétudes dans les milieux activistes. Certains dirigeants du F.A.F. (Front pour l'Algérie française) lui ont fait savoir que ses activités seraient plus utiles en métropole qu'à Alger. Le F.A.F., en effet, ne comporte, à sa tête, aucun des anciens gaullistes d'avant le 13 Mai. Les « gaullistes du 13 Mai », même s'ils ont rompu, depuis, avec la politique du chef de l'Etat, n'en sont pas moins suspects aux yeux des partisans de « l'Algérie française » : c'est le cas de M. Jean L'Hostis lui-même, dont l'attachement au général de Gaulle remonte à 1940.

Pour le moment, les dirigeants du F.A.F. demeurent dans l'ombre. Mais M. Léon Delbecque est revenu à Paris avec la conviction que l'un des principaux dirigeants n'est autre que le sénateur Laurent Schiaffino, le plus important armateur d'Alger.

LES ANCIENS DE LA IVe SE CONCERTENT

DANS les dernières semaines, une série de déjeuners a réuni la plupart des « anciens de la IVe ». Il s'agissait de reprendre contact les uns avec les autres, au niveau des anciens présidents du Conseil ou des anciens ministres.

Il y eut un déjeuner réunissant M. Antoine Pinay et M. Guy Mollet, suivi d'un autre avec M. Guy Mollet et M. Bourgès-Maunoury.

Des déjeuners ont également réuni M. René Pleven, M. Maurice Faure, M. Jean-Paul David...

Aucun projet précis ne faisait l'objet de ces rencontres. Mais le thème général des conversations a été résumé par l'un des participants : « Toute la scène politique est actuellement occupée par le général de Gaulle ; s'il venait à disparaître ou à échouer dans sa tâche, le pays se trouverait face à un vide absolu. Nous ne devons pas rester isolés, notre rôle est de nous préparer à prendre la relève, en cas de besoin. Restons en contact. »

LA RENCONTRE DE GAULLE-COTY

AU moment de l'organisation du voyage du général de Gaulle en Normandie, une difficulté a surgi. Le chef de l'Etat ne voyait aucune raison d'aller rendre visite à l'ancien président de la République, M. René Coty ; il l'a dit à son cabinet très fermement.

Les services du protocole ont vivement insisté auprès du général pour qu'il se conforme aux usages traditionnels et accepte de rencontrer M. Coty à son passage au Havre.

De son côté, la préfecture de la Seine-Maritime pressait l'Elysée de convaincre le général de Gaulle. Elle mettait en avant de multiples arguments : la tradition, le protocole, la popularité de M. Coty dans la région, les souvenirs de 1958, etc.

Il y eut 48 heures de discussions serrées entre Rouen et l'Elysée, car le général de Gaulle ne voulait rien entendre. Il finit, « in extremis », par accepter.

LES PROCHAINES PÉRIPÉTIES DE LA LUTTE CASTRO-WASHINGTON

C'EST M. Nunez Jimenez, directeur de l'Institut cubain de la réforme agraire, qui a rapporté de Moscou la promesse que le Kremlin fournirait tout son appui à M. Fidel Castro dans son différend avec les Etats-Unis. Les récentes déclarations de M. Krouchtchev sont la suite de cet accord.

Mais les dirigeants révolutionnaires cubains disposent par eux-mêmes d'armes puissantes, auxquelles ils comptent recourir maintenant :

A. Les Etats-Unis ayant réduit de 700.000 tonnes leurs importations de sucre cubain pour 1960, M. Nunez Jimenez proposera au gouvernement cubain

de refuser toute livraison de sucre aux Etats-Unis en 1961. En l'état actuel du marché et de ses réglementations internationales, les Etats-Unis se trouveraient dans l'impossibilité de se procurer ailleurs les trois millions de tonnes de sucre que Cuba leur refuserait ainsi.

B. Au cas où d'autres gouvernements latino-américains essayeraient de profiter de la situation pour supplanter Cuba sur le marché américain, le gouvernement de M. Fidel Castro envisage de procéder, avec l'accord de pays non signataires de l'accord international sur le sucre, à un dumping dont les conséquences seraient graves pour Cuba, certes, mais aussi pour tous les autres pays producteurs. Cette crainte incitera les pays latino-américains à une certaine prudence au cours des semaines à venir.

C'est l'une des raisons pour lesquelles le Brésil s'opposera à toute intervention extérieure contre Cuba. Le président Kubitschek sait que son sucre ne pourrait pas être acheté par les Etats-Unis au prix fort.

C. Pour les dirigeants cubains, le principal danger pourrait éventuellement venir du Venezuela. Producteur de pétrole, ce pays est étroitement lié aux Etats-Unis. Le régime Bétancourt est menacé par l'aile gauche du parti gouvernemental (Action démocratique) et par les étudiants, sympathisants de M. Fidel Castro, qui reprochent à M. Bétancourt sa modération dans ses rapports avec Washington. Cependant, l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a condamné la République Dominicaine (dictateur Trujillo), reconnue coupable de la tentative d'assassinat contre M. Bétancourt.

Les Etats-Unis ont proposé à M. Bétancourt un marchandage : ils sont prêts à lui sacrifier Trujillo (Cf. notre « Lettre » n° 2), à condition que le Venezuela se prête à une opération anticubaine inspirée par Washington.

RAPPORT D'AMBASSADE SUR LES PROJETS DE M. JOHN KENNEDY

LES ambassades étrangères à Washington transmettent actuellement à leur Gouvernement des rapports sur l'évolution de la politique étrangère américaine en fonction de l'élection du candidat républicain ou du candidat démocrate à la Présidence des Etats-Unis.

Nous donnons ici la synthèse d'une étude qui vient d'être transmise par un ambassadeur à Washington sur la politique que suivra M. John Kennedy s'il remporte la victoire en novembre prochain. Cette étude porte sur les différents problèmes de politique mondiale et cherche à prévoir les décisions que prendra M. Kennedy à propos de chacun d'eux.

A. NEGOCIATIONS EST-OUEST.

M. Kennedy n'est pas opposé à une nouvelle Conférence au Sommet avec l'U.R.S.S. Certains membres de son cabinet estiment qu'elle pourrait avoir lieu en été 1961. M. Kennedy juge que les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. ne veulent pas d'une guerre mondiale et qu'il faudrait profiter de l'influence parmi ces dirigeants de personnalités relativement modérées. Il pense être plus capable lui-même que le Président Eisenhower de négocier avec M. Krouchtchev. Il reproche à Eisenhower des fautes graves qui ont mis les Etats-Unis dans une situation difficile au moment où devait se réunir la Conférence au Sommet et ont permis à l'Union Soviétique de prendre et de garder l'initiative sur la scène internationale.

B. PROBLEME ALLEMAND.

Sur ce point les idées de M. Kennedy ne semblent pas différentes de celles de l'administration américaine actuelle.

Ses idées peuvent évoluer selon les circonstances, mais elles seront surtout influencées par les personnalités politiques que M. Kennedy choisira pour l'entourer, et notamment par les conceptions de M. Adlai Stevenson si celui-ci devient secrétaire d'Etat. Tout en admettant que l'unification de l'Allemagne demeure l'un des objectifs « de principe » de la politique extérieure américaine, M. Kennedy est parfaitement conscient de l'impossibilité

de réaliser en fait l'unité allemande dans les conditions actuelles. Il estime que le règlement du problème allemand dépend essentiellement d'un accord général entre l'Est et l'Ouest sur la sécurité et le désarmement dans l'ensemble de l'Europe.

M. Kennedy ne partage pas les idées de M. Stevenson sur la nécessité d'un retrait progressif des forces américaines du contingent européen. Rien n'indique qu'il puisse devenir favorable à la neutralisation ou à la démilitarisation de l'Allemagne occidentale (ni d'aucun autre pays d'Europe). Sous sa présidence, les Etats-Unis continueraient à voir l'Allemagne fédérale comme l'un des éléments essentiels de l'Alliance Atlantique.

C. BERLIN.

M. Kennedy estime que tout progrès dans les négociations Est-Ouest passe par un accord sur Berlin. Cet accord devrait préserver les droits essentiels de Berlin-Ouest et de ses habitants ; mais, pour parvenir à un règlement du problème, M. Kennedy serait disposé à faire au point de vue soviétique des concessions plus grandes que celles de l'administration actuelle.

D. EXTREME-ORIENT.

M. Kennedy restera opposé à l'admission de la Chine communiste aux Nations Unies et à sa reconnaissance par les Etats-Unis dans les premiers mois de son mandat présidentiel ; mais il pourrait, par la suite, réviser la politique chinoise des U.S.A. : cela dépendrait en partie de la tendance de ses futurs collaborateurs. De toute façon cette révision n'aura pas lieu avant un certain temps. Mais, dans son entourage, on estime que M. Kennedy est hostile au maintien du statu quo ; il est convaincu qu'en faisant preuve d'habileté et d'imagination les Etats occidentaux pourraient exploiter les divergences entre l'Union Soviétique et la Chine communiste, divergences qu'il juge réelles et qui pourraient, selon lui, devenir graves.

E. PAYS SOUS-DEVELOPPES.

M. Kennedy prendra des initiatives importantes pour aider ces pays, en Afrique et en Asie comme en Amérique du Sud ; ce sera l'un des facteurs essentiels de sa politique extérieure. L'aide américaine pourrait être accordée à ces pays sans engagement politique préalable ; les Etats-Unis favoriseraient l'indépendance de tous les pays africains sans exception. M. Kennedy est hostile à la politique africaine de la France, de la Grande-Bretagne, du Portugal, de l'Afrique du Sud et de l'Espagne. Il croit que la lutte entre l'Est et l'Ouest peut se transformer en un conflit entre les pays industrialisés et les pays sous-développés. Les Etats occidentaux doivent en prendre conscience, et y adapter leur politique.

C'est en Afrique et en Asie, pense-t-il, que se trouve l'enjeu essentiel de la « guerre froide » entre l'Occident et le Communisme, et non pas en Europe. Sa politique extérieure serait déterminée par cette conception fondamentale. Dans l'immédiat, elle chercherait à éviter que ne surgissent en Amérique du Sud « d'autres Cubas ». A plus long terme, la diplomatie américaine pourrait prendre l'initiative de convoquer une conférence internationale entre pays industrialisés et pays sous-développés, conférence d'où seraient exclus l'Union Soviétique et les pays communistes.

★ ★ ★

COPYRIGHT RÉSERVÉ

(CETTE « LETTRE D'INFORMATION » DOIT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME STRICTEMENT PERSONNELLE : ELLE NE PEUT ÊTRE REPRODUITE NI EN TOUT NI EN PARTIE. SON COPYRIGHT EST RÉSERVÉ.)

S. A. « L'EXPRESS »
La Nouvelle Vague
Le responsable de la publication :
J.-J. Servan-Schreiber.

Composition de TYPO-ELYSEES, 91, avenue des Champs-Elysées, PARIS.
Tirage des I.P.R. Raymond Sequin, 10, rue du Faubourg-Montmartre, PARIS.